



HAL
open science

Le nationalisme aragonais après le séisme électoral espagnol de mai 2015

Michel Martínez

► **To cite this version:**

Michel Martínez. Le nationalisme aragonais après le séisme électoral espagnol de mai 2015. Autonomies et indépendances: le nationalisme au XXIe siècle, Publibook; Société écrivains, 2016, Collection Sciences Humaines et Sociales, 978-2-342-05582-5. hal-02061122

HAL Id: hal-02061122

<https://hal.science/hal-02061122>

Submitted on 7 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le nationalisme aragonais après le séisme électoral espagnol de mai 2015

Michel MARTÍNEZ PÉREZ
Université Toulouse 1-Capitole

Résumé

Les résultats et les alliances post-électorales des partis « aragonésistes » lors des élections locales de mai 2015 ont marqué un tournant. En effet, ces formations –notamment *Chunta Aragonesista*– ont été concurrencées par des plateformes citoyennes soutenues par le nouveau parti *Podemos*. Dans ce nouvel échiquier politique, **le rôle de CHA** est toutefois resté décisif dans la configuration de majorités municipales (à Saragosse), parlementaires (aux Cortès d'Aragon) et CHA a même accepté d'entrer au gouvernement aragonais en coalition avec le PSOE, une première pour le parti et pour l'Histoire politique singulière de l'Aragon au sein de l'Etat des autonomies.

Mots-clés : Aragon ; nationalisme ; *Chunta Aragonesista* ; plateformes citoyennes ; élections locales 2015.

Les élections du 24 mai 2015 (municipales dans l'ensemble de l'Espagne et régionales dans 13 communautés autonomes sur 17) ont marqué un tournant historique depuis la restauration de la démocratie espagnole¹. Jusqu'à présent, nous pouvons *grosso modo* diviser la carte électorale de l'Espagne en deux : d'un côté, les régions à tendance bipartite (PSOE versus PP, au centre et au sud) et d'un autre côté, les régions périphériques où les partis 'nationaux' devaient se partager la scène politique avec des forces politiques locales (pour la plupart régionalistes ou nationalistes). Dans cette seconde catégorie, nous devons distinguer les communautés où les partis locaux sont majoritaires –voire hégémoniques– et peuvent refléter l'expression d'une sensibilité nationale différente ou incompatible avec la nation espagnole (Catalogne et Pays basque) et les territoires où les forces locales sont, certes minoritaires, mais décisives à la formation des gouvernements régionaux. C'est justement le cas de l'Aragon, où tous les gouvernements régionaux (à l'exception du premier, en 1983) ont été des coalitions de deux, voire trois, partis entre un parti espagnol (*State-Wide Party*) et un parti territorial (*Non State-Wide Party*)², en l'occurrence des partis « aragonésistes » (un barbarisme qui permet de contourner la polémique lexicale et politique entre les concepts « régionaliste » et « nationaliste »)³. En Aragon, nous pouvons interpréter cette spécificité électorale comme l'expression d'une singularité régionale ou nationale forte mais pas

¹ http://elpais.com/elpais/2015/05/24/opinion/1432495481_944816.html Consulté le 20/09/15.

² http://politica.elpais.com/politica/2015/05/25/actualidad/1432510725_227200.html Consulté le 20/09/15.

³ Cette distinction entre partis « nationaux » et partis « territoriaux » est fondamentale dans l'étude des nationalismes péninsulaires et du système politique espagnol.

³ L'« aragonésisme » conservateur est « régionaliste » (le nom du parti était au départ explicite : *Partido Aragonés Regionalista*, PAR) alors que l'« aragonésisme » progressiste incarné par CHA se réclame « nationaliste » puisqu'il défend l'autodétermination de la nation aragonaise. Néanmoins, la presse madrilène a souvent qualifié le mouvement de « régionaliste ».

hégémonique et, sans doute, compatible avec une identité espagnole et/ou ibérique plus globale, si l'on en croit un certain nombre d'études sur le sentiment d'appartenance(s) nationales(s) des Aragonais⁴.

Depuis le 24 mai dernier, néanmoins, le schéma que nous venons d'ébaucher s'est vu quelque peu modifié. Dans les régions traditionnellement bipartites, deux nouveaux partis espagnols ont obtenu de fortes représentations parlementaires et municipales : *Podemos* (« Nous pouvons ») et *Ciudadanos* (« Citoyens ») hâtivement présenté par la presse française comme un *Podemos* de droite⁵. En Aragon, ces deux nouveaux partis espagnols ont également percé et affaibli non seulement les traditionnels partis « nationaux » (PP, PSOE et *Izquierda Unida*) mais aussi les partis « aragonésistes », notamment le parti nationaliste de gauche, *Chunta Aragonesista* (CHA) qui n'a pu, ou su, éviter qu'une partie de ses électeurs n'aillent donner un « coup de pouce » à *Podemos* (pour le scrutin régional et la composition des Cortès d'Aragon) et aux plateformes citoyennes héritières des Indignés et soutenues par *Podemos* (*Zaragoza en común* –Saragosse en Commun– à Saragosse)⁶.

Doit-on lire ces résultats et cet affaiblissement de l'aragonésisme politique comme un recul du sentiment national aragonais ? Ce sentiment disparaîtrait-il en période de crise au profit d'une cohésion nationale plus large (espagnole) invalidant ainsi, en Aragon en tout cas, les thèses du repli identitaire ? Les partis territoriaux comme la *Chunta Aragonesista* sont-ils d'ailleurs les seuls à représenter la traduction politique du fait différentiel aragonais ? Tous les électeurs de ce parti nationaliste sont-ils eux-mêmes nationalistes ? Les réponses sont loin d'être évidentes et des conclusions hâtives seraient faussées par un manque de perspective car s'il est vrai que les partis nationalistes ont reculé en Aragon c'est peut-être aussi parce qu'ils ont cessé d'avoir le monopole d'une idéologie qui n'a, certes, jamais été majoritaire mais toujours décisive à la construction de majorités parlementaires stables.

Pour tenter de répondre aux différentes questions énoncées, nous allons structurer notre article selon trois axes. Nous rappellerons d'abord ce que représente le nationalisme aragonais en Aragon, un territoire et un mouvement méconnus dans le domaine des nationalismes péninsulaires. Ensuite, nous verrons en quoi cette option politique a toujours été décisive pour la stabilité politique de la région et de sa capitale, Saragosse, où vit plus de la moitié de la population aragonaise. Finalement, nous ferons l'état des lieux des « aragonésismes » après la configuration d'une scène politique aragonaise post 24 mai 2015 totalement inédite.

⁴ <http://sociometrocom.blogspot.fr/2008/12/estudio-sobre-el-sentimiento-aragons.html> Consulté le 20/09/15.

⁵ Rappelons seulement que ce parti n'est pas « nouveau » puisqu'il a vu le jour à Barcelone en 2006.

⁶ CHA a perdu un conseiller municipal à Saragosse (2 contre 3 en 2011) et deux députés aux Cortès d'Aragon (4 contre 2 en 2011). <http://resultados.elpais.com/elecciones/2015/municipales/02/50/297.html> Consulté le 20/09/15. <http://resultados.elpais.com/elecciones/2015/autonomicas/02/> Consulté le 20/09/15.

Zaragoza en Común (ZeC) est le nom de la plateforme citoyenne de gauche soutenue par *Podemos*, *Izquierda Unida*, *Puyalón*... ZeC a dépassé le PSOE et est devenu la première force politique de gauche de la ville. Le maire, Pedro Santiesteve, était tête de liste de ZeC. Saragosse fait donc partie des villes où les nouveaux maires sont issus de la société civile et de ces plateformes citoyennes suivant le même schéma que Barcelone, Madrid, La Corogne, Cadix ou encore Saint-Jacques de Compostelle.

I/ L’Aragon et le nationalisme aragonais

L’Aragon est loin d’être l’un des territoires les plus médiatisés et étudiés d’Espagne. Même s’il représente presque 10% de sa superficie, son PIB et sa population n’atteignent que 3% de l’ensemble espagnol. Son faible poids démographique et économique le rend totalement insignifiant sur la scène politico-médiatique espagnole et, *a fortiori*, en France. Pourtant, l’Aragon est loin d’avoir un profil politique quelconque au sein de l’Espagne des autonomies. En 1977, lors des premières élections législatives après la mort du dictateur Franco, les Aragonais sont les seuls Espagnols (hormis les Basques et les Catalans) à élire deux députés au premier parlement démocratique espagnol représentant deux partis politiques strictement aragonais, l’un de gauche, l’autre de droite. En 1978, avant même l’adoption de la Constitution espagnole, l’Aragon est le troisième territoire à se constituer en région pré-autonome, juste après, une fois de plus, la Catalogne et le Pays basque. Alors, comment expliquer ce sentiment identitaire (régional ou national, peu importe) qui pousse un nombre certain d’Aragonais à voter pour des partis « aragonésistes » non seulement lors de scrutins locaux ou régionaux (ce qui peut facilement se concevoir dans l’organisation territoriale espagnole) mais aussi lors de suffrages législatifs aux Cortès espagnoles, à plus forte raison lorsque l’on connaît l’insignifiance du poids politique de l’Aragon ?

Très schématiquement, nous pouvons affirmer que l’Aragon possède les mêmes arguments historiques que la Catalogne pour bâtir un nationalisme alternatif au nationalisme espagnol, passons pour le moment sur la compatibilité ou l’incompatibilité de ces nationalismes. L’Aragon est en effet l’un des royaumes primitifs de la péninsule ibérique. Associé aux comtés catalans dès le XII^{ème} siècle pour former la Couronne d’Aragon, les Aragonais et les Catalans mettent en place un système politique « confédéral » avant l’heure avec une totale autonomie des royaumes conquis aux musulmans et annexés à la Couronne (Valence, Majorque au XIII^{ème} siècle). Selon Adeline Rucquoi, les Aragonais vont d’ailleurs développer un sentiment proto-national aragonais dès le XIV^{ème} siècle en opposition, non pas aux Castillans mais aux alliés catalans, et vont être tiraillés très rapidement entre les deux puissances que sont la Couronne de Castille et la Principauté de Catalogne⁷. L’union dynastique des Rois Catholiques à la fin du XV^{ème} siècle n’a aucune incidence sur les institutions aragonaises car les Couronnes d’Aragon et de Castille sont associées mais n’ont aucunement fusionné. Les Habsbourg poursuivent ce modèle de monarchie plurielle et

⁷Adeline Rucquoi, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Editions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1993, p.343 : « La faveur marquée par la plupart des souverains à la Catalogne, qui les poussa à mener une politique profitable aux intérêts des villes côtières, puis les tentatives des Catalans de transformer l’Aragon en un marché pour leurs produits au lendemain de la Peste noire suscitèrent une violente réaction des Aragonais : le « sentiment national » aragonais, qui fit son apparition au milieu du XIV^{ème} siècle, ne se créa pas contre les Castillans –en dépit de la récurrence des conflits militaires– mais en réponse à la politique hégémonique des Catalans. L’ "Union" de la noblesse en 1283 peut être considérée comme l’une des premières manifestations de ce nationalisme, mais c’est en réaction contre le projet d’un espace économique ouvert, qui aurait essentiellement profité aux Catalans, que l’Aragon installa vers 1360-1370 une ligne de douanes, délimitant ainsi son territoire et alimentant sa propre fiscalité ; en 1367, les Cortes ordonnèrent au *Justicia* de n’adouber que des nobles aragonais et non *alterius nationis* ; en 1412, les Cortes interdirent que les Aragonais fussent jugés hors de leur pays ; en 1461, enfin, fut donnée une définition de la "nationalité" aragonaise ».

composite. Ce sont les Bourbons, au début du XVIII^{ème} siècle, qui mettent fin à ce modèle pour imposer une centralisation et une homogénéisation des territoires hispaniques sur le modèle castillan. Les Décrets de *Nueva Planta* (1716) sont en outre de vraies représailles à l'encontre des territoires de la Couronne d'Aragon, globalement partisans du candidat des Habsbourg pendant la guerre de succession (1700-1714). Par conséquent, l'on peut affirmer que l'Aragon, comme la Catalogne, mais aussi comme les Royaumes de Valence et de Majorque, a été une « nation » souveraine par le passé et que cette forme d'indépendance s'est perdue au début du XVIII^{ème} siècle avec l'arrivée des Bourbons sur le trône des Espagne. Toutefois, la principale différence entre le fait différentiel catalan et aragonais réside dans la perte de la langue autochtone. Si les catalanistes du XIX^{ème} siècle font de la langue catalane (qui n'a jamais cessé d'être la langue transversale de toute la société) le pilier de la nation catalane, les aragonésistes du début du XX^{ème} siècle ne peuvent en faire autant car la langue aragonaise a été progressivement assimilée par le castillan, et ce dès le XV^{ème} siècle, avec l'arrivée sur le trône aragonais des Trastamare, une dynastie castillane⁸. Nous pouvons donc affirmer que l'Histoire et la souveraineté du Royaume d'Aragon jusqu'au XVIII^{ème} siècle sont les piliers de la nation aragonaise revendiquée par les « aragonésistes ». Il est frappant d'observer que ces deux éléments, ces deux arguments historiques, les Aragonais eux-mêmes les ont oubliés pendant un siècle et demi. Ce n'est en effet qu'au milieu du XIX^{ème} siècle que se produit, comme en Catalogne, en Galice et en Provence par exemple, une Renaissance culturelle qui évolue vers une forme de « régionalisme » puis de « nationalisme » politique au début du XX^{ème} siècle. Ce qui est d'autant plus frappant, c'est que cette opération ne se produit pas sur le sol aragonais, mais bien par mimétisme, parmi des Aragonais installés dans une Barcelone plongée dans l'effervescence catalaniste.

En effet, le nationalisme aragonais apparaît clairement formulé en 1919. Il voit le jour à Barcelone, chez les émigrés aragonais nourris au catalanisme ambiant. Un paradoxe ? Pas vraiment puisque que c'est par l'Histoire commune entre l'Aragon et la Catalogne que ces premiers nationalistes prennent conscience que les arguments historicistes des catalanistes sont parfaitement transférables à l'Aragon et que les consciences « nationales » aragonaises n'ont finalement qu'à être réveillées. Par ailleurs, soulignons qu'à Saragosse, un autre mouvement « aragonésiste » a vu le jour au début du XX^{ème} siècle, régionaliste celui-là, où ont convergé les républicains fédéralistes (déçus par l'échec de la première république espagnole de 1873) et les « régénérationnistes » de Joaquín Costa, l'un des plus grands théoriciens et philosophes de l'après désastre espagnol de 1898. Ces deux formes d'« aragonésisme » politique (régionalisme versus nationalisme), nous les retrouvons encore aujourd'hui, comme nous le verrons plus tard.

Avec l'avènement de la Seconde République espagnole en 1931 et sa forme d'Etat « intégral » incluant l'autonomie des régions, l'Aragon et la Galice (immédiatement après la Catalogne et le Pays basque) proposent un avant-projet de Statut d'autonomie la veille du coup d'Etat de Franco qui déclenche la guerre d'Espagne. L'Aragon fait donc partie du peloton de tête des régions ayant formulé un désir autonomiste, que l'on peut attribuer au fait différentiel historique déjà évoqué et aux spécificités « forales » (Droit civil aragonais

⁸ Ce choix est le résultat du célèbre « Compromis de Caspe » (1410-1412).

différent droit civil espagnol...). Pendant la guerre d'Espagne, l'Aragon est divisé en deux, du Nord au Sud. Les républicains, à l'Est, vont obtenir une totale autonomie de la part de la République espagnole. Le *Consejo de Aragón* est ainsi créé et dirigé par un anarchiste de la CNT, Joaquín Ascaso, que les nationalistes aragonais de l'anti-franquisme récupèrent politiquement plus tard comme le premier président d'un Aragon autonome depuis les décrets de *Nova Planta*. Pendant le franquisme, certains traits identitaires aragonais (folkloriques et religieux) sont détournés par le franquisme pour faire de l'Aragon, le pilier de l'Espagne impériale avec la Castille. La Vierge du Pilar devient ainsi la Vierge de l'Hispanité et de la Garde civile. Néanmoins, après 1968, un certain nombre d'intellectuels aragonais théorisent sur la situation de colonialisme intérieur que vit l'Aragon. Le territoire a subi l'exode rural des années 50 et surtout 60, la construction de barrages et de centrales nucléaires pour fournir en énergie la Catalogne peuplée et industrialisée. C'est ce bouillon de culture « régionaliste » qui se cristallise autour de la revue antifranquiste *Andalán* (1972-1987)⁹ qui favorise l'élection de députés « aragonésistes » dès les premières élections législatives de juin 1977.

II/ L'« aragonésisme » politique depuis la restauration démocratique espagnole: une option minoritaire mais toujours décisive

En 1977, lors des premières élections démocratiques depuis la Seconde République, les électeurs de la circonscription électorale de Saragosse, la province de Saragosse, donc, qui est aussi la plus peuplée et la plus urbaine des trois provinces aragonaises, élisent deux députés « aragonésistes ». L'un de gauche, Emilio Gastón, en représentation du Parti Socialiste d'Aragon (PSA), intégré à une coalition de partis socialistes alternatifs au PSOE où se trouve aussi le Parti Socialiste Populaire (PSP) du futur maire de Madrid, Enrique Tierno Galván, héros de la *Movida madrileña*. Le PSA voit le jour en 1976 en pleine transition démocratique¹⁰. Le parti avait su canaliser un socialisme marxiste et jacobin (très critique avec un PSOE qu'il allait pourtant finir par rejoindre quelques temps après) avec un socialisme fédéraliste et républicain représentant une forme de régionalisme progressiste. En effet, puisque l'Etat franquiste avait été excessivement centralisé, les mouvements autonomistes sont parfois mécaniquement perçus, dans leur dimension décentralisatrice, comme progressistes. Certains le sont, comme le PSA, mais d'autres sont profondément conservateurs et catholiques (Parti Nationaliste Basque, Union Démocratique de Catalogne...) et doivent leur anti-franquisme incontestable uniquement à la lutte contre le génocide culturel et linguistique à l'encontre de leur identité mis en place par le dictateur. En revanche, d'autres formes de régionalismes conservateurs viennent directement du franquisme. C'est le cas notamment de l'autre mouvement régionaliste en Aragon qui obtient un siège aux Cortès de Madrid en 1977. En effet, le député élu de la Candidature Aragonaise Indépendante de Centre

⁹ *Andalán* fut une revue emblématique de l'anti-franquisme aragonais. Créée par Eloy Fernández Clemente et José Antonio Labordeta, la revue est parfois qualifiée de « régionaliste » car elle devient la première publication à s'intéresser à des thématiques spécifiquement aragonaises depuis le début de la dictature (langues d'Aragon, culture, environnement, exode rural...) sans ignorer l'actualité internationale (notamment la couverture du coup d'Etat de Pinochet au Chili en 1973). Le titre en langue aragonaise agaça les autorités et les directeurs passèrent quelques séjours en prison.

¹⁰ Fernández Clemente, Eloy, *Socialismo Aragonés*, Guara Editorial, Saragosse, 1977.

(CAIC), embryon du Parti Aragonais Régionaliste (PAR), n'est autre que le dernier président franquiste de la Députation Provinciale de Saragosse –équivalent d'un conseil général en France–, Hipólito Gómez de las Rocas.

Par conséquent, dès 1977, nous avons deux forces territoriales aragonaises antagoniques qui vont coexister sans jamais se disputer le même électorat puisqu'au-delà de deux traditions « aragonésistes » différentes, le clivage franquiste/antifranquiste est crucial. Par ailleurs, le régionalisme conservateur représente un recyclage démocratique et une issue « démocratique » pour une partie des dirigeants franquistes aragonais, trop éloignés des cercles madrilènes de l'Union du Centre Démocratique (UCD) d'Adolfo Suárez ou de l'Alliance Populaire (AP) de Manuel Fraga, embryon du Parti Populaire (PP) actuel. Cette issue politique des dignitaires franquistes est l'une des conséquences de la transition espagnole, modérée et pactisée, très éloignée des transitions de rupture. Ce régionalisme conservateur constitué d'ex-franquistes n'est d'ailleurs pas exclusivement aragonais et s'est reproduit dans des territoires aussi disparates que le Pays valencien, la Navarre, la Cantabrie, les Baléares ou encore les Canaries¹¹ au moment de la transition démocratique. Quant au socialisme du PSA, il ne survit pas à cette période en raison des luttes intestines entre les secteurs jacobin et fédéraliste et notamment à cause du « tsunami » nommé PSOE qui emporte tout sur son passage jusqu'à sa première majorité absolue de 1982 aux Cortès espagnoles. Face à ce raz-de-marée, les socialistes « aragonésistes », dont le premier président régional aragonais, Santiago Marraco, élu en 1983, essayent de représenter une fédération aragonaise singulière au sein du PSOE, selon le modèle du PSC catalan, mais, très vite, les plus jacobins vont s'aligner sur la direction « fédérale » de Madrid et éliminer toute revendication jugée « localiste » par la direction¹². En revanche, dès 1986, le début du désenchantement à l'égard du PSOE, à cause notamment du référendum sur l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN est de plus en plus palpable¹³. En Aragon, les « aragonésistes » de gauche sont d'autant plus déçus que l'accès à l'autonomie (avec le peloton des régions de régime commun) laisse beaucoup à désirer. La gauche régionaliste issue des associations culturelles, antimilitaristes et écologistes (dont quelques étudiants de philologies française et occitane) éprouve par conséquent le besoin de créer un parti clairement nationaliste et fédéraliste dont l'objectif est « l'autodétermination de la nation aragonaise au sein de la république fédérale d'Espagne ». Il s'agit de *Chunta Aragonesista/Unió(n) Aragonesista*, dénomination dans les trois langues revendiquées d'Aragon (castillan, aragonais et catalan), alors que le castillan est pour l'heure la seule langue officielle de l'autonomie aragonaise.

Comme dans beaucoup d'autres territoires d'Espagne, il faut par conséquent en Aragon ajouter au traditionnel clivage gauche/droite (PSOE/AP puis PP) le clivage national

¹¹ Nous pensons aux partis tels que *Unió Valenciana*, *Unió Mallorquina*, *Unión del Pueblo Navarro*, *Partido Regionalista de Cantabria*...

¹² L'appareil du parti, notamment Alfonso Guerra, fait remplacer Santiago Marraco en 1987, jugé trop "aragonésiste". A ce propos, je vous renvoie à cet article de Carlos Serrano Lacarra : <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=1215936> Consulté le 21/09/15

¹³ Après l'adhésion de l'Espagne à la CEE, le PSOE avait promis d'organiser un référendum au sujet de la permanence de l'Espagne au sein de l'OTAN. Au départ favorable au non, Felipe González fit volte-face et demanda aux électeurs de confirmer l'adhésion de l'Espagne à l'alliance atlantique. L'électorat de gauche fut déçu. Pour l'anecdote, le non l'emporta en Catalogne, au Pays basque, en Navarre et aux Canaries.

(Aragon/Espagne) même s'il n'est pas central et qu'il est lui-même fracturé en gauche/droite. Alors, quel bilan pouvons-nous tirer de la représentation de ces deux partis dans les différentes institutions depuis la restauration de la démocratie puis de l'autonomie ?

Le PAR (1978), régionaliste conservateur, a obtenu des résultats électoraux et un ancrage territorial (surtout dans les zones rurales) supérieurs à ceux de *Chunta Aragonesista* (1986), nationaliste et républicain, peut-être trop citadin, en tout cas jusqu'en 2007. Ainsi, le PAR a fait partie de presque tous les gouvernements régionaux, de 1987 à 2015. Il a formé des coalitions tantôt avec le PP (AP jusqu'en 1990), tantôt avec le PSOE (de 1999 à 2011) et même une coalition tripartite avec *Izquierda Unida* (IU) de 1999 à 2001, les post-communistes décidant de quitter le gouvernement à mi-mandat. Quant aux élections législatives, le PAR a toujours obtenu un représentant à la Chambre Haute ou Basse en solitaire ou bien en coalition avec le PP, jusqu'en 2000.

Cette année-là, à l'aube du XXI^{ème} siècle, s'opère en effet un changement de paradigme. C'est un représentant de CHA qui est élu pour incarner l'« aragonésisme » politique à Madrid, et ce, jusqu'en 2008, soit deux mandats. La législature 2008-2011 est, en revanche, la seule de l'histoire démocratique à ne compter aucun élu d'un parti territorial aragonais, sans doute en raison de la polarisation PSOE/PP où une partie de la gauche, y compris nationaliste, a sans doute voulu faire barrage à Mariano Rajoy et redonner un mandat à José Luis Rodríguez Zapatero.

CHA a ainsi connu un incroyable saut quantitatif dans ses résultats dès la fin des années 1990, notamment grâce au rejet des années Aznar et son projet de macro-transvasement de l'Ebre (sujet extrêmement sensible en Aragon), au faible enthousiasme autour du PSOE et aussi au charisme d'un chanteur à textes et écrivain très apprécié des Aragonais, tous bords confondus, José Antonio Labordeta. Ainsi, aux élections régionales de 2003, malgré une loi électorale défavorable ayant tendance à surreprésenter les provinces rurales (Huesca et Teruel, plutôt favorables au PAR), les nationalistes de gauche de CHA devançant pour la première fois les régionalistes du PAR d'un député au Parlement aragonais (9 contre 8) et deviennent la troisième force politique après le PP et le PSOE ainsi que les compagnons virtuels d'une coalition de gauche avec le PSOE. Néanmoins, les socialistes menés par le catalanophone Marcelino Iglesias, satisfaits d'incarner la stabilité et le centre politique avec les régionalistes du PAR, préfèrent renouveler cette coalition centriste (PSOE-PAR), rééditée en 2007, et qui laisse sans voix les nationalistes progressistes persuadés d'être à ce moment-là les associés parfaits pour les socialistes. Au niveau municipal, c'est dans la capitale aragonaise que CHA connaît les meilleurs résultats de son histoire, talonnant le PSOE dans des quartiers populaires, où se concentre son électorat naturel. Contrairement à ce qui arrive pour le gouvernement aragonais, à Saragosse, l'arithmétique ne laisse pas le choix aux socialistes : ils ne peuvent gouverner qu'en coalition avec CHA, le PAR n'étant plus qu'une force politique marginale dans la capitale aragonaise. Ainsi donc, pour CHA, l'accès aux affaires municipales de la capitale aragonaise, qui compte plus de la moitié des habitants de la région, rappelons-le, en coalition avec les socialistes du PSOE est un gros lot de consolation pour compenser la déception de ne pas être choisis par le même parti socialiste pour gouverner l'ensemble du territoire aragonais. Cette arrivée aux gestions municipales de

Saragosse marque d'une certaine façon, une perte de l'innocence politique. Les coalitions formées par le PSOE et une force territoriale (très fréquentes dans les nationalités périphériques comme la Galice, les Baléares, même la Catalogne et le Pays basque à certaines occasions) ont traditionnellement coûté cher aux nationalistes pour qui ces coalitions sont souvent décrites après coup comme des « accolades de l'ours »¹⁴. Les nationalistes aragonais n'échappent pas à la règle : 4 ans plus tard, en 2007, ils perdent la moitié de leur soutien électoral et, par voie de conséquence, le pouvoir municipal. Plusieurs causes peuvent expliquer cette débâcle. Au-delà, de la perte du vote contestataire qu'avait su capitaliser CHA en 1999 et 2003, les électeurs à gauche de la gauche et indépendantistes de CHA étaient irrités par l'excuse de la *realpolitik* et des décisions « pragmatiques », notamment l'exclusion du secteur jeune et critique du mouvement, en 2004. Ce geste autoritaire de la part du bureau est interprété comme un vrai tournant social-démocrate, et très mal perçu par ces électeurs les plus en rupture avec la démocratie « bourgeoise ». Les jeunesses de CHA, *Chobenalla Aragonesista*, sont exclues en décembre 2004 pour plusieurs motifs. Le mimétisme avec le nationalisme radical basque, qui n'était pourtant pas nouveau, commençait à déranger de plus en plus les dirigeants et les élus du parti dans un contexte aragonais et espagnol où il était parfois complexe de justifier les alliances européennes avec d'autres groupes nationalistes, clairement indépendantistes : *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et *Eusko Alkartasuna* (EA) au sein de l'Alliance Libre Européenne (ALE au parlement européen). Rappelons aussi qu'en 2003, la Loi espagnole sur les partis politiques (*Ley de Partidos*, qui rend illégale la vitrine politique de l'ETA, *Batasuna*) avait été très polémique. L'abstention à ce sujet du député Labordeta au Congrès espagnol avait provoqué un tollé auprès de toutes les autres forces politiques représentées en Aragon. Par ailleurs, l'organisation de l'Expo internationale à Saragosse avait également divisé CHA. Les membres du bureau ainsi que les élus de la majorité municipale étaient pour cette manifestation internationale afin de gérer l'organisation d'un événement qui avait suscité un engouement sans précédents en Aragon alors que les dissidents et une grande partie de la jeune garde s'y étaient opposés pour éviter la spéculation immobilière et la corruption (l'Espagne est à son apogée de la bulle immobilière). Les visions antagoniques mènent la direction à exclure unilatéralement le courant critique *Puyalón* ainsi que les jeunes de *Chobenalla* en 2004. Cette expulsion est interprétée par les uns comme une preuve de l'embourgeoisement du parti et par les autres comme une façon d'offrir une image plus respectable, moins radicale, digne d'être aux affaires, en somme. Difficile d'imaginer à l'époque que cette division allait dès lors compliquer notre tâche pour mesurer les résultats des nationalistes en Aragon. En effet, s'il est simple de compter le millier de voix indépendantistes recueillies par *Puyalón* lorsqu'il se présente en solitaire aux élections européennes de 2009¹⁵, il est plus difficile de mesurer son évolution jusqu'au 24 mai 2015 et son influence au sein des plateformes citoyennes où il se présente et qui sont en partie issues des « Indignés ».

¹⁴ *Abrazo del oso*, en castillan.

¹⁵ <http://resultados.elpais.com/elecciones/2009/europeas/02/index.html> Consulté le 20/09/15

III/ L'après 24 mai 2015

Pour bien comprendre le 24 mai 2015, nous devons d'abord nous remonter au 15 mai 2011, le jour où les « Indignés » espagnols ont pris au pied de la lettre l'essai de Stéphane Hessel¹⁶ et ont recouvert les principales places du pays de tentes et de campements. A cette période, une importante bataille politique est sur le point d'avoir lieu : des élections municipales et régionales, décisives pour l'avenir de l'Espagne et l'antichambre probable de la débâcle du PSOE de José Luis Rodríguez Zapatero aux élections législatives de novembre 2011. Ainsi, dépitées par une social-démocratie inefficace face à la crise financière et contraintes à l'abstention, les différentes gauches ibériques laissent en mai 2011 un boulevard aux différentes droites espagnoles. Les bastions de Séville et Barcelone passent pour la première fois à droite (CiU à Barcelone, PP à Séville). Jamais aucun parti politique n'a conquis un tel pouvoir territorial comme le PP ce jour-là, et ce, avant même que Mariano Rajoy ne remporte une solide majorité absolue aux Cortès de Madrid, le 20 novembre 2011.

Au vu des résultats électoraux de mai 2011 et de la vague bleue qui déferle sur l'Espagne, il est fort intéressant de constater qu'à cette occasion, la ville de Saragosse contredit une fois de plus son image de ville conservatrice, religieuse et militaire puisqu'elle devient la plus grande ville d'Espagne à rester à gauche grâce à un tripartite (*de facto*, sans coalition) entre le PSOE, CHA et *Izquierda Unida* (IU). Les nationalistes de CHA parviennent à stabiliser les mauvais résultats de 2007 (moitié moins qu'en 2003, rappelons-le) et restent ainsi décisifs à la constitution d'une majorité progressiste (même si d'une seule voix d'avance sur le PP)¹⁷. En revanche, le PP obtient une majorité très nette dans l'ensemble de l'Aragon où une femme atteint pour la première fois la présidence du gouvernement aragonais, et ce, grâce au soutien du PAR qui reste décisif pour la configuration d'une majorité absolue et qui ne rencontre aucune difficulté à quitter son partenaire depuis 1999, le PSOE, pour embrasser le PP. Comme en 2003, le nationalisme progressiste de CHA permet en 2011 la mise en place d'un gouvernement municipal de gauche à Saragosse (PSOE-CHA en 2003, PSOE-CHA-IU en 2011) alors que le PAR, de son côté, change de partenaire pour constituer un gouvernement de coalition de centre-droit (PP-PAR) avec un ministère régional pour les régionalistes et surtout la présidence des Cortès¹⁸.

Pendant ces quatre années (2011-2015), l'austérité est de mise et les coupes budgétaires ne font que s'aggraver. La paupérisation des citoyens est de plus en plus palpable et ils sont de plus en plus nombreux à être poussés vers le précipice de l'exclusion. Les gouvernements municipaux et régionaux du PP deviennent très vite très impopulaires et les « Indignés », oubliés depuis qu'ils ont quitté les places publiques, continuent à travailler (loin des projecteurs des mass media) en réseaux, en cercles. Ils constituent des plateformes citoyennes jusqu'à la création d'un parti, *Podemos*, qui obtient un succès inattendu aux élections européennes de mai 2014¹⁹. Dès lors, la course aux élections municipales et

¹⁶ Stéphane Hessel, *Indignez-vous!*, Indigène, 2010, Paris.

¹⁷ <http://resultados.elpais.com/elecciones/2011/municipales/02/50/297.html> Consulté le 20/09/15

¹⁸ Le vice-président aragonais du temps de la coalition avec le PSOE (1999-2011), José Ángel Biel (PAR), devient président des Cortès d'Aragon avec le PP.

¹⁹ Aucun institut de sondages n'a su prévoir que le parti de Pablo Iglesias allait remporter 5 eurodéputés (sur 54). <http://resultados.elpais.com/elecciones/2014/europeas/> Consulté le 20/09/15

régionales de mai 2015 est lancée. Elle est ponctuée de sondages qui inquiètent les partis politiques traditionnels, y compris CHA en Aragon, perçu de plus en plus comme un vieux parti du système, institutionnel, un parti de la « caste » politique comme les qualifie le leader de *Podemos*, Pablo Iglesias, et qui ne peut rivaliser avec les nouvelles propositions contestataires émanant de la société civile. Ainsi, seuls les nationalistes aragonais convaincus (ils seraient autour de 40000 en Aragon)²⁰ semblent s’apprêter à voter pour CHA, juste de quoi garder une présence institutionnelle sans toutefois élargir son support électoral comme en 2003. Quant aux nationalistes plus radicaux, les anciens membres de *Chobenalla* et *Puyalón*, ils commencent à converger vers ces nouvelles plateformes citoyennes que *Podemos* finit par adouber comme *Zaragoza en Común*. Malgré les sondages adverses, CHA fait le choix de se présenter en solitaire contrairement à son rival historique, *Izquierda Unida*, et contrairement aux nationalistes radicaux de *Puyalón*. Ce choix est en effet risqué car le parti pourrait perdre toute représentation institutionnelle s’il n’arrivait pas à empêcher ses plus fidèles électeurs d’aller vers les nouvelles offres électorales présentées comme régénératrices de la vie politique. Et, en effet, en 2015, CHA perd environ la moitié de ses électeurs de 2011. Les nationalistes obtiennent des résultats décevants, certes, mais qui leur permettent de garder leur représentation dans les principales institutions²¹. Pour la visibilité du nationalisme aragonais, non seulement les sigles de CHA sont « sauvés », ce qui nous permet de quantifier le poids minimum de cette idéologie aujourd’hui mais, en outre, le parti reste décisif pour la construction d’une majorité de progrès à la mairie de Saragosse et aux Cortès d’Aragon. En effet, sans CHA il n’y aurait pas eu de majorité progressiste en Aragon²². Au lendemain du scrutin, *Podemos* (14 députés aux Cortès d’Aragon) n’a finalement pas souhaité composer un exécutif avec le PSOE (18 députés) et c’est le socialiste Javier Lambán (PSOE) qui est devenu président de l’Aragon en solitaire. Le soutien des députés de *Podemos* reste en revanche capital pour l’arithmétique parlementaire. Toutefois, CHA a souhaité entrer au gouvernement pour la première fois de son histoire et a obtenu un ministère régional (*Consejería*). Il s’agit de la « *Vertebración del Territorio, Movilidad y Vivienda* », autrement dit l’aménagement du territoire, la mobilité et le logement, des domaines chers au parti nationaliste et écologiste. C’est le président de CHA, José Luis Soro, qui détient ce portefeuille.

Comme nous pouvons l’observer, il est pour nous de plus en plus difficile de mesurer le poids des nationalismes dans les différents territoires d’Espagne dans cette nouvelle étape politique qui vient de s’ouvrir. En Aragon, s’il est vrai que les électeurs de CHA n’étaient pas forcément tous nationalistes lorsque le parti obtenait autour de 100000 suffrages (les électeurs du PSOE ont-ils toujours été socialistes ?) il est aujourd’hui évident qu’un nombre certain de nationalistes aragonais, voire d’indépendantistes (*Puyalón*), ont pu exprimer leur suffrage en faveur d’un parti comme *Podemos* aux élections régionales et pour des plateformes citoyennes de type *Zaragoza en Común* (genre de *Barcelona en comú* ou *Ahora Madrid*) pour les municipales. Il ne faudrait pas commettre la même erreur que François Musseau, le correspondant permanent du quotidien *Libération* en Espagne. En effet, la lecture qu’il a faite

²⁰ Ce chiffre est souvent évoqué par les dirigeants du parti, comme j’ai pu m’en apercevoir au fil des interviews faites pour le besoin de ma thèse.

²¹ <http://resultados.elpais.com/elecciones/2015/autonomicas/02/> Consulté le 20/09/15
<http://resultados.elpais.com/elecciones/2015/municipales/02/50/297.html> Consulté le 20/09/15

²² Soit 30000 électeurs en Aragon dont 22000 rien que dans la ville de Saragosse.

de la victoire d'Ada Colau à Barcelone ne peut être plus erronée car il l'a interprétée comme une défaite des indépendantistes dans la capitale catalane. Néanmoins, Ada Colau elle-même s'est déclarée partisane du « Oui-Oui » lors du référendum consultatif du 9 novembre, jugé illégal, et s'est prononcée sans équivoque pour la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, même s'il est vrai qu'elle ne juge pas cette question prioritaire²³. A Saragosse, le nouveau maire de *Zaragoza en Común*, Pablo Santiesteve, a également pu compter sur les voix des indépendantistes aragonais représentés par Zésar Corella, ex-candidat de *Puyalón* aux élections européennes de 2009 au sein de la coalition *Iniciativa Internacionalista*, aux côtés de partis indépendantistes basques, où il avait obtenu un millier de voix²⁴. Clin d'œil aux indépendantistes aragonais, très attachés à la langue aragonaise encore pratiquée à Saragosse par des néo-locuteurs et dans les vallées pyrénéennes, le nouveau maire de Saragosse, Pablo Santiesteve, a prononcé, le 13 juin 2015, la fin de son discours d'investiture en aragonais²⁵.

CONCLUSION :

La mesure des sentiments nationaux ou régionaux ne devrait pas se faire seulement à partir des résultats électoraux des partis territoriaux, même s'ils sont utiles pour émettre une carte des identités. Ainsi, il paraît difficile de nier le caractère national d'un territoire comme le Pays basque ou la Catalogne où les partis territoriaux sont hégémoniques et où les partis espagnols sont pratiquement marginaux (le cas du PP en Catalogne est criant). De même, on peut aisément classer les régions sans partis territoriaux comme étant parfaitement à l'aise avec l'identité espagnole globale puisque les citoyens de ces territoires n'ont pas cru bon de créer et d'adhérer à des partis locaux. Que faire, que dire, en revanche, des territoires comme l'Aragon où les partis territoriaux n'ont jamais été hégémoniques mais toujours nécessaires à la constitution d'une majorité ?

Il faudrait tout d'abord rappeler que ces partis n'ont pas le monopole de l'« aragonésisme ». Parfois, certains dirigeants du PSOE d'Aragon, comme le président Marcelino Iglesias (1999-2011, en coalition avec le PAR), ont affiché un fédéralisme en phase avec celui de Pasqual Maragall en Catalogne, n'hésitant pas à qualifier l'Aragon de « pays » et de « nationalité historique » (c'est sous sa présidence d'ailleurs que le Statut d'autonomie est réformé et l'Aragon défini en tant que tel). Inversement, certains dirigeants régionalistes du PAR ont souvent été alignés sur un PP qui n'hésitait pas à recentraliser certaines compétences, notamment entre 2011 et 2015. Aujourd'hui, en outre, avec l'intégration d'une partie du nationalisme aragonais (surtout l'indépendantiste) dans les plateformes citoyennes

²³ http://www.liberation.fr/monde/2015/05/25/ada-colau-occupy-barcelona_1316401 Consulté le 20/09/15

Le journaliste affirme : « Son autre tour de force est d'avoir contrarié les ambitions des indépendantistes catalans qui, même s'ils l'emportent dans la région, comptaient bien s'appuyer sur une victoire à Barcelone pour lancer leur défi souverainiste. S'ils gagnent les législatives régionales en septembre, ils ont promis un irréversible processus vers l'autodétermination. Pas contre un référendum, Ada Colau refuse pour autant ce genre de stratégie unilatérale et sait - comme elle l'a dit dimanche soir - qu'elle a été élue pour « modifier la donne sociale et pas pour autre chose ». Un croc-en-jambe aux indépendantistes sortants qui, après ce revers, pourraient reporter aux calendes grecques leurs desseins sécessionnistes ».

²⁴ Nous observons que la coalition *Iniciativa Internacionalista* (II) obtint 957 voix, un score marginal.

²⁵ http://www.heraldo.es/noticias/aragon/zaragoza_provincia/zaragoza/2015/06/14/discurso_integro_santiesteve_366880_301.html Consulté le 20/09/15

qui ont obtenu d'excellents résultats le mois dernier, il est beaucoup plus complexe de jauger ce sentiment. Le député Labordeta estimait qu'il n'y avait jamais eu plus de 40 000 nationalistes aragonais en Aragon. Les 100 000 voix obtenues en 2003 étaient-elles donc exceptionnelles ? Pourquoi le nationalisme aragonais n'a-t-il pu ou su conserver ces électeurs ? Qu'est-ce qui lui a nui ? Le virage social-démocrate ou bien le radicalisme ? Les indépendantistes de *Puyalón* avaient obtenu un millier de voix en se présentant seuls en 2009. Qu'en serait-il aujourd'hui ? Obtiendraient-ils plus ou moins ? Combien pèsent exactement les indépendantistes aragonais au sein de *Zaragoza en Común* ? Il est très difficile de le mesurer. Pour le moment, ce qui est sûr c'est que l'Aragon reste un territoire avec un parti territorial (CHA) décisif à la construction d'une majorité de progrès. En effet, sans CHA, *Podemos* et le PSOE n'auraient pas la majorité absolue. Nous pouvons y voir encore un trait identitaire et une caractéristique politique de la société aragonaise.

BIBLIOGRAPHIE

Chunta Aragonesista, 15 años construyendo el futuro, Aproximación a la historia de CHA (1986-2001), Saragosse, 2001.

Porque ya era hora/Porque ya caleba/Perquè j acalia, Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista, I Asambleya Nazional (20-21 de diciembre de 1986), Saragosse, 1986.

CHARLON, Anne et SARRÍA BUIL, Arantxa (coordinatrices), *Aragón. Una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Dijon, EUD, 2009.

FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy, *Socialismo Aragonés*, Saragosse, Guara Editorial, 1977.

GUENÉE, Bernard, *L'Occident aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles*, Paris, PUF, 1971.

JULIÀ, Enric, *Gaspar Torrente, entre Catalunya i l'Aragó*, Barcelone, Xarxa cultural, Col·lecció Llibres de Ponent, 1988.

NÚÑEZ SEIXAS, Xosé Manoel, « Inventar la región, inventar la nación: acerca de los neorregionalismos autonómicos en la España del último tercio de siglo XX » in *Las escalas del pasado : IV Congreso de Historia Local de Aragón* (Barbastro, 3-5 de julio de 2003), textes réunis par Alberto Sabio Alcutén & Carlos Forcadell Álvarez, Barbastro (Aragon), Editores Instituto de Estudios Altoaragoneses : Universidad Nacional de Educación a Distancia, UNED, UNED Barbastro, Patronato de la Universidad Nacional de Educación a Distancia, 2005, p.45-80.

PEIRÓ, Antonio, *El Aragonesismo*, Saragosse, Biblioteca de Cultura Aragonesa n°5, Instituto Fernando el Católico, 2002.

PEIRÓ, Antonio, *Orígenes del nacionalismo aragonés (1908-1923)*, Saragosse, Cuadernos de Cultura Aragonesa n°22/23, Rolde de Estudios Aragoneses, 1996.

PEIRÓ, Antonio, *Gaspar Torrente: Cien años de nacionalismo aragonés*, Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés, Saragosse, 1988.

RUCQUOI, Adeline, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Histoire, 1993.

SABOURIN, Paul, *Les nationalismes européens*, Que sais-je ?, PUF, 1996.

SERRANO LACARRA, Carlos et LÓPEZ SUSÍN, José Ignacio, *Historia de la Autonomía de Aragón*, Saragosse, Université de Saragosse et Rolde de Estudios Aragoneses, 2002.

SERRANO LACARRA, Carlos, « Socialismo con denominación de origen: el PSA y sus "secuelas" » in *Las escalas del pasado : IV Congreso de Historia Local de Aragón* (Barbastro, 3-5 de julio de 2003), textes réunis par Alberto Sabio Alcutén & Carlos Forcadell Álvarez, Barbastro (Aragon), Editores Instituto de Estudios Altoaragoneses : Universidad Nacional de Educación a Distancia, UNED, UNED Barbastro, Patronato de la Universidad Nacional de Educación a Distancia, 2005, p.245-260.

SCHULZE, Hagen, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1996.

THIESSE, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Histoire, 2001.

TORRENTE, Gaspar, *Cien años de nacionalismo aragonés*, Saragosse, Edición a cargo de Antonio Peiró. Selección de textos: Bizén Pinilla y Antonio Peiró, Rolde de Estudios Aragoneses, Colección Cuadernos de Cultura Aragonesa, 1988.